

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#21

JUIN
2012

POUR EN FINIR AVEC L'EUROPE DE L'AUSTÉRITÉ,

CONSTRUISONS LA CONTRE-OFFENSIVE !



GOVERNEMENT HOLLANDE: NOUVELLES TÊTES, VIEILLES POLITIQUES

Sarkozy battu, un nouveau gouvernement s'est mis en place. Il n'y a de changement que les noms et les visages des ministres. C'est toujours la bande de politiciens, d'amis des riches et des puissants, qui est au pouvoir.

Comment croire au « changement », quand Hollande s'empresse d'aller rencontrer Merkel pour s'associer au coup de pression contre les classes populaires grecques qui refusent l'austérité ? Quand, au sommet de l'OTAN, il s'assure que le retrait des troupes d'Afghanistan ne mettra pas en péril l'occupation et le pillage du pays ? Quand au sommet du G8, il se met d'accord avec Obama pour « réduire les déficits » ? Si c'était en cessant de faire des cadeaux aux grandes fortunes, aux banques, aux grandes entreprises, d'accord. Mais non. Ils entendent toujours nous faire payer la crise.

En France, le MEDEF peut se réjouir. Il n'est pas le seul. Le FN de Marine Le Pen compte devenir

l'opposante numéro 1 au PS et à l'austérité « de gauche ».

Comme face à Sarkozy, nous ne pourrions compter que sur nos propres forces, sur nos luttes, pour imposer nos exigences, celle du droit à un avenir, celle du droit à des conditions de vie décentes. Cela passe par plus de moyens pour l'Éducation et l'Enseignement supérieur, par plus d'enseignants et de filières dans tous les quartiers et toutes les régions. Cela passe par l'interdiction des emplois précaires et des licenciements, par le partage du temps de travail jusqu'à ce que tout le monde ait un emploi, par l'augmentation des salaires. Cela passe par l'arrêt du flicage, l'abrogation des lois racistes et sécuritaires, l'égalité des droits entre tous et toutes. Cela passe par un droit à l'autonomie pour les jeunes, avec allocation permettant à chacun et à chacune de choisir sa vie et son avenir.

Toutes ces mesures sont contradictoires avec les directives de l'Union européenne, de la Banque centrale, du Fonds monétaire international, avec les exigences du MEDEF... L'exemple grec le montre : si nous votons mal, c'est la catastrophe, le déchaînement des menaces...

Un gouvernement des jeunes, des travailleurs et des classes populaires prendrait des mesures contre les banques et les capitalistes pour imposer nos exigences, sans se soucier de celles de l'Europe capitaliste. Il ne sortira pas des urnes. Il sera issu de nos luttes, en dehors des jeux institutionnels dans lesquels les choix sont tronqués. Il sera en rupture avec les traités européens, et en solidarité avec les peuples qui se battent pour, comme nous, refuser de payer la crise !



**NPA
JEUNES**

Fac concurrentielle, bienvenue au PRES !

Après bientôt trois semaines de mobilisations, le mouvement ne perd pas d'ampleur à Paris 8 - Saint-Denis !

Les présidences des universités de Paris 8 et Nanterre veulent mettre en place un PRES (Pôle de recherche et d'enseignements supérieurs). Il posséderait son propre conseil d'administration, dont la large majorité des membres sera nommée par la présidence, et non élue par les personnels et les étudiants. Il décidera des budgets alloués aux différentes structures, sans aucun contrôle ni possibilité de contester ses choix ! Cela entraînera

des suppressions de filière. L'austérité entre dans nos facs !

Le 11 mai, le CA de Paris 8 devait voter ce projet. Une trentaine d'étudiants a tenté d'empêcher sa tenue avec comme revendication « Pas de Pres, pas de CA, tant qu'il n'y aura pas débat ! ». Le président de l'université leur a envoyé la BAC et a fait évacuer la fac...

Ce passage en force a fait réagir les étudiants, malgré la période d'examens. La première assemblée générale a réuni plus de 450 personnes, étudiant-e-s, enseignants et personnels BIATOSS.

L'AG a voté trois revendications :

- Un débat sur le PRES (l'abrogation pure et simple de faisant pas l'unanimité, surtout chez les enseignants)

- La démission du président Binzack

- L'arrêt des poursuites judiciaires contre les étudiants de Paris 8 arrêtés au rassemblement

Les comités de mobilisations réunissent une trentaine d'étudiants, qui s'activent pour mobiliser la fac, les élus, la presse...

Binzack est quant à lui déterminé. Malgré la fin de son mandat (et une éventuelle lettre de démission demandée par le ministère) il a décidé d'appeler à un CA, dans l'illégalité la plus complète, un samedi matin pour être sûr qu'il y ait le moins d'étudiant possible.

Le déplacement du CA par le blocage du fonctionnement de l'université est une vraie victoire. Mais nous ne sommes pas dupes : Binzack parti, sa successeur probable annonce déjà qu'elle s'inscrira dans sa continuité. Passé l'orage de la répression, l'enjeu est désormais de convaincre largement

pour que le mouvement tout entier s'oppose ouvertement au PRES en tant que tel.

La mobilisation ne fait que commencer !

Thomas et Valentin (Comité jeunes Saint-Denis)

Recomposition entre la droite extrême et l'extrême droite

En Grèce, les dernières élections législatives ont vu les forces qui rejettent l'austérité (Syriza, le KKE et Antarsya) arriver en tête en cumulant leurs résultats. À l'extrême opposée, l'« Aube dorée », parti fasciste, entre au parlement avec près de 7 % des suffrages.

En France, alors que le Parti socialiste a remporté l'élection présidentielle, un déplacement à droite de l'ensemble de l'échiquier politique s'opère. Ces phénomènes de polarisation politique sont le produit de la crise et des rapports de forces. Il faut en analyser les conséquences pour combattre efficacement nos adversaires.

La droite a franchi un cap dans son offensive réactionnaire

Durant l'entre-deux tours, Sarkozy a mené une campagne particulièrement réactionnaire, aux relents pétainistes, nationalistes et fortement racistes, en proposant par exemple de diviser

par deux le nombre d'immigrés. Il s'agissait bien sûr d'une tactique électorale destinée à capter les voix du FN. Mais au delà, cette fin de campagne était dans la continuité de la politique qu'il a menée pendant les dix années qu'il a passées au pouvoir. Plus qu'une simple diversion, le racisme, la flatterie des préjugés nationalistes et réactionnaire est une stratégie politique. Elle vise à diviser le camp des opprimés entre travailleurs nationaux et immigrés, entre « vrais travailleurs » et « assistés »... Une stratégie à combattre en unifiant notre camp social, ce qui commence par unifier nos résistances pour les rendre plus fortes.

Dernièrement, la Droite populaire, courant le plus réactionnaire de l'UMP, s'est distinguée par ses appels au pied au FN. La maire d'Aix-en-Provence a déclaré après le second tour qu'elle avait toujours partagé les idées de Marine Le Pen. Estrosi, maire de Nice, vient de prendre un arrêté visant à interdire les fêtes musulmanes lors de mariages.

La Droite populaire veut clairement officialiser une alliance avec le Front national. Certains voudraient bien que cela commence dès les prochaines législatives. Il s'agit bien de franchir un cap dans l'offensive idéologique et sociale pour répondre aux besoins d'une bourgeoisie capitaliste poussée à bout par la crise.

Le FN en embuscade

Après la défaite de l'UMP à l'élection présidentielle, Le Pen parie sur une explosion de l'UMP, pour opérer une recomposition de la droite autour d'elle. Recomposition dont l'objectif serait de se poser en alternative face à l'austérité de gauche que nous promet Hollande.

Derrière le « nouveau visage » du FN, prétendu plus « social » et « fréquentable », il y a toujours autant de nationalisme raciste et réactionnaire. Ce nouveau visage social-national rappelle surtout un vieux visage de l'extrême droite : se poser en alternative de combat au service de la

classe dirigeante, au cas où la situation de crise intense du capitalisme l'exigerait...

Dans le « Rassemblement bleu marine » créé pour les législatives, on retrouve par exemple un membre du Bloc identitaire, groupuscule fascisant et très violent. Le scénario d'une extrême droite autoritaire qui maintiendrait l'ordre pour la classe dominante, n'est pas qu'une fiction lointaine.

Ce qui se joue entre la droite extrême et l'extrême droite, c'est une appréciation entre différents courants servant les intérêts des grands capitalistes sur la manière de nous faire payer la crise. Pour les combattre, il faut d'abord et avant tout répondre à l'urgence sociale, sur l'emploi, les salaires en imposant les revendications vitales du monde du travail et de la jeunesse, par une riposte d'ensemble face à l'austérité.

Danny Dhan (Comité jeunes Lille)

Manif contre la BCE : un franc et fort succès !

Le 19 mai dernier s'est tenu à Francfort une manifestation contre la dette, les plans d'austérité et ses instigateurs : la BCE et le FMI.

Un cortège du NPA y a participé, de même que des organisations anticapitalistes européennes,

comme Sinistra Critica (Italie) ou le RSB (Allemagne).

Cette échéance a réuni plus de 20 000 personnes, dans des cortèges dynamiques et composés majoritairement de jeunes.

La manifestation clôturait les trois jours d'actions baptisés « Bloccupy Francfort ». Ce sommet populaire a subi une répression importante, avec quatre cents arrestations et une présence policière massive. Une partie du cortège de la manifestation est même arrivée encadrée par trois rangées de flics ! Ceux-ci protégeaient l'ensemble

des sites « sensibles », que les manifestants ont du contourner.

Un même mot d'ordre est revenu partout : la dette, nous ne la paierons pas !

Harcèlement sexuel : une nouvelle loi maintenant ! Mais pas n'importe laquelle...

Après l'abrogation du délit de harcèlement sexuel, jugé trop flou par le Conseil constitutionnel, les parlementaires se battent pour s'attribuer le mérite d'une nouvelle loi amplement médiatisée. Pourtant, l'Association

contre les violences faites aux femmes au travail, soutenue par l'ensemble du mouvement féministe, a déjà publié une proposition de loi correspondant aux besoins et attentes des femmes. La nouvelle loi doit impérativement être présentée lors de

la session parlementaire du 3 juillet au 3 août, tant le risque de désintérêt de la classe politique pour cette question dès que les médias passeront à autre chose est criant. Nous exigeons que la nouvelle loi soit conforme au projet de l'AVFT :

celui-ci incluant par exemple l'alourdissement des peines et l'obligation pour l'État de mettre en place des actions de prévention du harcèlement sexuel... Mais certains parlementaires socialistes s'y opposent déjà !

Droit de choisir son genre en Argentine

Une loi sur l'identité sexuelle vient d'être approuvée à l'unanimité par le Sénat argentin. Chaque personne qui le désire pourra légalement modifier le sexe et le nom qui lui ont été donnés à la naissance,

sans nécessité d'opération chirurgicale ou de traitement hormonal comme c'est encore le cas en France. C'est sur simple requête au Registre National des familles que la demande devra être effectuée. Les mineurs devront

la faire par le biais de leurs parents. La loi énonce que « le vécu interne et individuel du genre est tel que chacun le ressent, ce qui peut correspondre ou non au sexe assigné à la naissance (...) Toute personne a le droit à la

reconnaissance de son identité de genre et au libre développement de sa personne en accord avec celle-là ». La confidentialité est également respectée, puisque l'acte de naissance initial ne sera consultable qu'avec l'autorisation

de l'intéressé ou sur demande d'un juge. Par ailleurs, les opérations liées à cette transition devront être couvertes par la sécurité sociale et des médecins seront prochainement formés.

Mariage, parentalité...

Des engagements teintés d'hypocrisie

Le droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels font partie des « 60 engagements » de François Hollande.

Nouveaux droits, ou égalité ?

S'il les accorde vraiment, ce n'est pas par pure bonté. Cela fait suite aux années de bagarres et de luttes des mouvements et associations qui revendiquent l'égalité des droits pour les LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels). Dans un contexte où des dizaines de milliers d'enfants sont élevés par des couples d'hommes ou de femmes, où ces familles sont toujours clandestines, où le deuxième parent n'est pas reconnu par les administrations pour prendre des décisions (établissements scolaires, hôpitaux...) et où en cas de décès du parent « légal » les enfants peuvent être éloigné sans droit de visite... La parentalité et le mariage constituent bien évidemment des avancées.

Les médias et les représentants politiques parlent de « mariage gay » ou « homo ». Par cette expression, ils invisibilisent les lesbiennes. Ils donnent une « orientation sexuelle » au mariage. Ce n'est pourtant pas un « mariage gay et lesbien » qui est demandé, mais l'égalité pour toutes et tous. Enfin, ils résument à cette mesure

l'ensemble des revendications des associations LGBT. L'égalité des droits va pourtant au-delà !

Le mariage et l'adoption ne sont qu'une partie de nos combats, tant les discriminations, les oppressions et les violences demeurent importantes : parcours du combattant pour obtenir le droit de changer de sexe et d'état civil pour les personnes transsexuelles, lourds traitements hormonaux, souvent sans consentement pour les personnes inter-sexes (nées sans un sexe masculin ou féminin visible), manques de places dans les centres d'accueil pour les jeunes LGBT viré-e-s de leur foyer alors qu'ils et elles sont sept fois plus nombreux que la moyenne à commettre des tentatives de suicide... Nos combats englobent donc les droits civiques, la santé, l'éducation, la lutte contre les discriminations et oppressions, l'autonomie pour les jeunes...

Des demi-mesures et des politiques contradictoires

La répression des LGBT fait rage dans beaucoup de pays et les pousse à l'exil. Mais le droit d'asile en France n'est accordé qu'au compte-goutte. Ceux et celles qui se retrouvent sans-papiers sont menacés d'expulsion, même lorsqu'il s'agit

de ressortissants de pays où l'homosexualité est punie de la peine de mort. Le nouveau président annonce qu'il maintiendra les centres de rétention et qu'il poursuivra les expulsions... Il faudra encore nous battre pour la régularisation de tou-te-s les sans-papiers et pour le statut de réfugié-e à toute personne persécutée en raison de son orientation sexuelle, son identité de genre ou son statut sérologique.

Cet « engagement » du nouveau président apparaît encore plus hypocrite lorsqu'il nous explique qu'il faut « donner un sens à la rigueur ». Alors que les conséquences de la crise sont toujours plus dures, les attaques contre les jeunes et les salariés vont se poursuivre, la casse des services publics va s'aggraver...

Nos combats pour les droits et l'émancipation des personnes LGBT devront donc s'associer aux fronts de résistance contre l'austérité, si nous voulons obtenir la gratuité et le libre accès aux moyens de protection pour tout-e-s ou l'ouverture de centres d'accueil pour les LGBT en rupture familiale...

Alors qu'il a fait, paraît-il, de la jeunesse un axe central de sa campagne, François Hollande ne prévoit qu'une vague allocation d'études et de formation et celle-ci « sous conditions de

ressources ». À l'heure où les jeunes subissent de plein fouet la précarité, la mise en place d'une allocation d'autonomie universelle à hauteur du SMIC pour tou-te-s est une urgence ! Elle nous permettrait de vivre notre sexualité et notre orientation sexuelle librement, sans la pression familiale. L'allocation d'autonomie est donc une revendication centrale pour tou-te-s les jeunes et en particulier pour les LGBT. Mais pour l'obtenir, il faudra rompre avec la rigueur et l'austérité.

Aller vers une véritable égalité, cela signifie aller vers une société qui ne colle plus d'étiquettes, qui n'assigne plus des genres et des rôles pour nous discriminer et nous diviser et qui laisse chacun et chacune s'épanouir librement. Nos combats LGBT remettent donc en question les bases du système capitaliste qui cherche à nous diviser pour mieux nous exploiter, qu'il soit géré par un gouvernement de droite ou de « gauche ».

Raphaël (Comité jeunes Tolbiac)

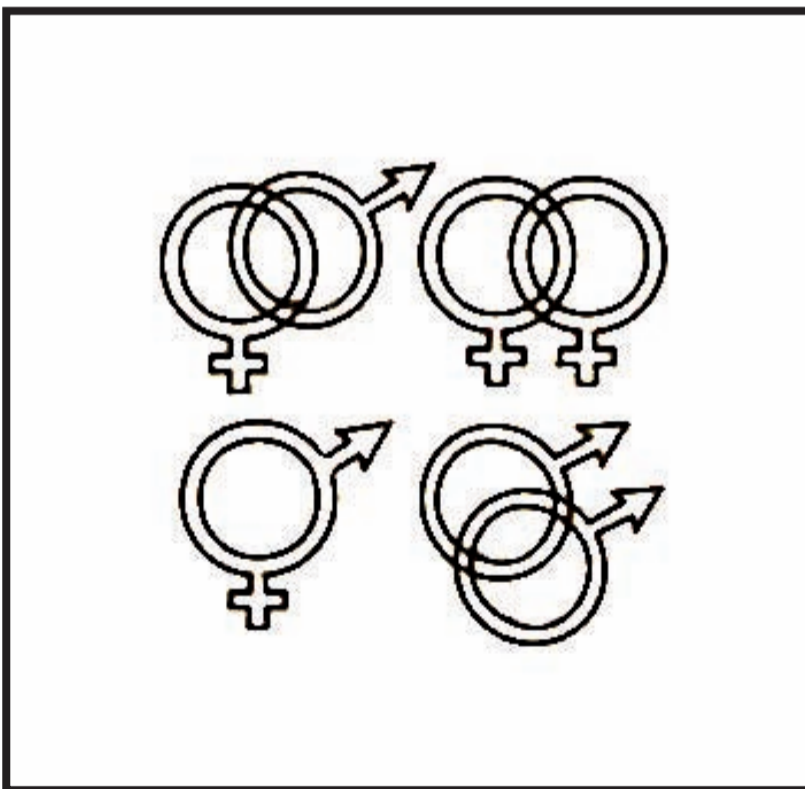
Le 30 juin, tous et toutes à la marche des fiertés !

La marche des fiertés (Gay pride) est un événement qui permet de réclamer de nouveaux droits et une véritable reconnaissance pour les lesbiennes, les gays, les bis, les trans et les intersexes (LGBTI). Car au quotidien il existe une oppression spécifique des LGBTI, qu'elle soit institutionnelle (pas de droit au mariage ni à l'adoption), physique et psychologique (insultes, violences)

mais aussi quotidienne (regards réprobateurs, exclusion, rejet par la famille et les ami-e-s...). Le mot d'ordre de la Marche cette année est: "2012: l'égalité n'attend plus!". Pourtant, il semblerait que l'égalité devra attendre encore. En effet, le président nouvellement élu, François Hollande, a dit qu'il ne s'occuperait du mariage et de l'adoption qu'en 2013, malgré son slogan "Le changement c'est maintenant". L'égalité des droits civiques est une revendication essentielle dans les luttes LGBTI. Elle mettrait fin à un système inégalitaire

qui entretient l'homophobie. Malgré toutes les réserves que l'on peut avoir sur l'institution du mariage, la discrimination entre couples hétéros et homos est inacceptable : nous voulons pouvoir choisir de ne pas nous marier. De même, l'ouverture du droit à l'adoption pour les couples gays et lesbiens est une simple question de justice : l'amour que l'on porte à un enfant et à la capacité à l'élever de façon à ce qu'il s'épanouisse n'a aucun rapport avec l'orientation sexuelle. Cependant, si les questions du droit au mariage et à l'adoption sont importantes, elles ont très vite été mises en avant par les médias et un certain nombre de question restent à l'arrière-plan.

L'homophobie et la transphobie continuent à faire des ravages. Les insultes homophobes, les agressions verbales voire physiques, la discrimination au travail (harcèlement, refus d'augmentations, etc...) ou à l'embauche, le refus du don de sang ou d'organes des gays, la non reconnaissance de la transphobie comme discrimination spécifique, etc.



Les personnes trans continuent à galérer au quotidien, que ce soit pour effectuer leur transition, toujours marquée par la pathologisation, la négation du droit de s'autodéterminer et la mauvaise prise en charge niveau santé, pour vivre au quotidien, par la difficulté qu'ils-elles ont pour obtenir leur papiers, et tous les problèmes qui en découlent.

Les problèmes liés au SIDA restent toujours aussi préoccupants. Non seulement l'épidémie touche fortement certaines parties de la population : homo, trans, immigré-e-s, prostitué-e-s, prisonnier-e-s... Mais en plus les séropos

vivent dans des conditions insupportables, souvent stigmatisé-e-s, subissant de plein fouet le démantèlement de la santé publique mis en place par Sarkozy. La diminution du personnel et les franchises médicales sont des mesures particulièrement dramatiques. Pourtant, François Hollande s'est fait très discret sur ces questions. Sans doute parce que remettre en cause ces mesures ne fait pas partie de son programme d'austérité « de gauche ».

Parce que c'est dans la rue que nous gagnerons de nouveaux droits, à la marche des fiertés mettons en avant nos revendications :

- Une véritable politique contre l'homophobie et la transphobie, avec l'introduction de la notion de genre dans les programmes scolaires et des interventions d'associations de lutte contre le sexisme et l'homophobie dans les cadres scolaires.

- La possibilité de changer d'identité facilitée sans nécessiter d'expertise, opérations, divorce, etc...

- Un investissement de l'Etat dans le service public de santé à hauteur des besoins, l'accès aux soins garanti pour tou-te-s, quelle que soit sa nationalité, son statut, ou ses revenus

- L'accès libre et gratuit aux moyens de protection pour tou-te-s

- La régularisation de tou-te-s les sans-papiers

- Des centres d'accueil pour les LGBTI en rupture familiale

- Une allocation d'autonomie pour les jeunes à hauteur du smic

- L'égalité intégrale des droits civiques : pour tous les couples, mariés, pacés, en concubinage et les célibataires : l'égalité fiscale, droit à l'héritage, aux pensions de réversion, à l'homoparentalité, à l'adoption, etc.

Léa (Comité jeunes 92 nord)

Dans ce numéro

Dossier : L'Europe en crise

Pages 4-5

Théorie : Notre Europe, celle des travailleurs et des peuples

Page 6

Éducation

Dans l'éducation, c'est le changement... dans la continuité
Chili
Mexique
Mondialisation des luttes

Page 7

**Mobilisation étudiante au Québec
Rencontres Internationales de Jeunes**

Page 8
Page 8

L'EUROPE EN

Grèves pour les salaires

Un renouveau de lutte en Allemagne

Début avril, au terme de plusieurs semaines de négociations ponctuées de grèves dans tout le pays, les deux millions de salariés de la fonction publique allemande avaient obtenu des hausses de salaires de 6,3% sur deux ans. Une lutte exemplaire, qui s'est suivie d'un mouvement de grève des 3,5 millions de salariés de la métallurgie pour 6,5% d'augmentation.

Depuis 2000, le patronat allemand aura tout fait pour réduire le coût du travail. Réforme de la protection sociale, réforme de l'allocation chômage, réforme du marché du travail avec l'introduction des mini-jobs, marginalisation des accords de branches dans les négociations salariales, politiques budgétaires restrictives et, malgré cela, réductions d'impôt pour les sociétés...

Une véritable guerre de classe

Du point de vue patronal, le résultat aura été remarquable. Les salaires réels dans le secteur privé depuis 2000 ont été réduits de 2,8% en Allemagne, alors qu'ils ont augmenté en France de plus de 8% et de plus de 14% au Royaume-Uni.

En clair, les capitalistes ont réussi à faire remonter le taux d'exploitation à des niveaux inégalés, ce qui leur permet d'être beaucoup plus compétitifs vis à vis de leurs voisins européens. Avec ces profits, le patronat a pu investir massivement dans la recherche et développement, et se spécialiser dans le secteur haut de gamme, beaucoup moins sensible à la concurrence. Cette longueur d'avance a permis à l'Allemagne d'avoir un bénéfice d'exportation, ce qui se traduit mécaniquement par une balance déficitaire pour des pays comme l'Italie, l'Espagne, la Grèce... des pays où l'économie subit bien plus durement les effets de la crise qu'en Allemagne.

Moralité : le patronat allemand réussit à rester compétitif car il a réussi à écraser les droits de ses salariés durant les années 2000.

Le 2 mars 2012, 25 des 27 États membres de la zone Euro ont adopté le « Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire » (TSCG). Il doit maintenant être ratifié au niveau national pour entrer en application. Ce traité vise à inscrire l'austérité dans le marbre pour les prochaines années ! C'est un nouvel élément de la politique antisociale menée par l'Union Européenne.

Avec l'aggravation de la crise, le débat sur l'Europe est devenu incontournable. Le mythe d'une Europe protectrice face à la mondialisation s'est effondré. Elle apparaît au plus grand nombre comme responsable de l'austérité, des reculs sociaux.

Et c'est bien en luttant contre cette austérité et toutes les régressions sociales que naîtra une nouvelle Europe démocratique des travailleurs et des peuples !

Le Pacte budgétaire Européen, l'austérité gravée dans le marbre

Le nouveau traité européen TSCG (Traité sur la Stabilité et la Coordination de la Gouvernance) a été signé à Bruxelles le 2 mars. Il doit maintenant être adopté par les États respectifs de l'Union Européenne, par un vote au parlement ou par un référendum.

Il sera ratifié par le Congrès (Assemblée Nationale et Sénat réunis) ou par référendum comme c'est le cas en Irlande. En France, la ratification aurait lieu en juin au parlement.

Le traité de Maastricht (1993) et le pacte de stabilité et de croissance (1997) ordonnaient déjà que les déficits des États ne dépassent pas 3% du PIB, et que leur dette publique n'excède pas 60% du PIB. Mais pour arriver à cet objectif, Maastricht ne disait rien sur les dépenses. Le TSCG vient renforcer cette logique en s'attaquant aux dépenses, à la politique budgétaire. En clair il faut moins dépenser, donc réduire les prestations sociales, réduire les services publics, etc.

Les objectifs du TSCG

- Inclure dans les constitutions nationales elles-mêmes une « règle d'or » qui codifie les obligations, aggravées, du traité de Maastricht ;

- Contraindre au remboursement de la « dette publique », démesurément gonflée, ces dernières années, par les plans d'aide aux banques et aux grandes entreprises.

- À moyen terme, d'ici deux à trois ans, pas plus de 0,5% de déficit annuel de l'État autorisé.

En France, le déficit ne pourrait ainsi dépasser 10 milliards d'euros, il est actuellement de 90,8 milliards de déficit en 2011.

Il faudrait couper l'équivalent de 1,3 fois le budget de l'enseignement secondaire et primaire, retraites des personnels comprises.

- Obligation de réduire de 5% de son montant par an la dette de l'Etat.

En France, il faudrait trouver 85 milliards d'euros par an, 20% du budget de l'État chaque année !

- Chaque Etat en infraction par rapport au nouveau traité devra mettre en place un « partenariat budgétaire » comprenant des « réformes structurelles » sous la surveillance de la commission de Bruxelles.

Une illustration de cela ces derniers mois en Espagne, en Irlande, en Grèce : baisse des salaires des fonctionnaires, baisse des retraites et des allocations chômage, baisse du SMIC, déréglementation du code du travail et autorisation d'accords d'entreprises dérogatoires au Code du Travail et aux conventions collectives.

En cas de non respect, le pacte de stabilité prévoit des amendes pouvant d'élever à 1% du PIB du pays concerné (soit 20 milliards d'euros, dans le cas de la France).

Les diverses positions

Hollande a annoncé plusieurs fois son intention de « renégocier » le pacte budgétaire européen. Mais attention : il s'agirait de « compléter » la proposition « Merkel - Sarkozy » par un document relatif à la croissance. Mais la direction du PS ne prévoit pas de dénoncer le pacte budgétaire dans son intégralité ! Le risque est d'aboutir à une alliance PS-UMP-MODEM pour le ratifier...

Les partis du Front de Gauche se prononcent contre la ratification, ce qui devrait permettre de mener campagne commune contre le pacte budgétaire. Mais le Front de Gauche ne propose que de « réorienter » la construction européenne. Le NPA quant à lui s'oppose à l'UE capitaliste, nous défendons la rupture avec ses traités et le démantèlement de ses institutions.

Récapitulatif : 16 traités européens Une architecture cohérente contre les travailleurs

Traité de Rome en 1957

Instaure le principe de « libre concurrence ». Interdictions des aides d'État, pour éviter les nationalisations et les subventions aux services publics.

Acte Unique en 1986

Objectif : « Achèvement du marché unique en 1993 ».

Toutes les directives de privatisation ont été élaborées au nom du marché unique, ce qui signifie la mise en concurrence entre eux des travailleurs de chaque pays membre de l'Union.

Traité de Maastricht en 1992

La Communauté Économique Européenne (CEE) est rebaptisée Communauté Européenne (CE).

Avec ce traité, élargissement des compétences communautaires à des domaines non économiques.

Lancement de l'Union Économique et Monétaire, se concrétisant en 1998 par l'instauration de la monnaie unique.

Instauration des critères de convergence, limitant le déficit public à 3% du PIB, et la dette publique à 60% du PIB, incluant les dépenses de Sécu et des collectivités territoriales dans ce calcul.

Plusieurs autres traités, jusqu'au traité de Lisbonne en 2007.

En 2004, tentative des dirigeants européens de faire adopter une constitution européenne. Le vote du non au référendum en 2005 en France puis aux Pays-Bas en diffère la ratification. À quelques détails près, le traité de Lisbonne en reprend l'essentiel.

Mécanisme Européen de Stabilité (MES)

A été voté à l'Assemblée Nationale le 21 février 2012. C'est un traité qui est complémentaire au pacte budgétaire TSCG. Le MES correspond à un FMI européen, il serait dirigé par des gouverneurs n'ayant pas de comptes à rendre, juste à informer de leurs décisions, et serait à terme doté d'un budget de 700 milliards d'euros financé par les États. Pour le cas de la France, il s'agirait de 142 milliards d'euros de contribution.

L'assistance financière serait ensuite conditionnée à la signature du nouveau traité européen !

Les États membres devront donc s'endetter sur les marchés financiers pour financer le MES, tout en mettant en application l'austérité.

CRISE

Grèce : Contre la Troïka et l'austérité !

Après le séisme politique des élections du 6 mai dernier, marquées par un rejet massif des partis pro-austérité soumis à la Troïka (le Fond Monétaire International, la Banque Centrale Européenne et l'Union Européenne), les principaux partis ne sont pas parvenus à former un gouvernement de coalition, pas plus qu'un « gouvernement d'unité nationale » ou un « gouvernement de technocrates ». De nouvelles élections se tiendront le 17 juin.

La classe dirigeante grecque est désorientée, ses principaux partis, le Pasok et la Nouvelle Démocratie, ont dramatiquement perdus les élections. C'est le résultat direct de leur soutien aux mesures d'austérité qui frappent le pays depuis deux ans. Le Produit Intérieur Brut aura chuté de 20% depuis 2008, tandis que 25% de la population active est au chômage.

Syriza

Lors de ces élections, Syriza est passée de 4,6% à 16,78%, devenant ainsi la deuxième force politique du pays, sur la base d'une politique opposée à l'austérité et d'un appel à un gouvernement de gauche. Syriza est une coalition antilibérale, fondée en 2004.

Les sondages pour l'élection du 17 juin annoncent le parti de droite Nouvelle Démocratie (ND) en tête, suivi de très près par Syriza. Rien n'est donc joué, et l'enjeu est de taille. Un gouvernement ND aurait les coudées franches pour poursuivre une politique d'austérité. En

revanche, le parti Syriza a clairement annoncé son programme en cas de victoire, le rejet du mémorandum d'austérité, l'arrêt des privatisations, l'annulation d'une partie de la dette et un arrêt provisoire du paiement sur la partie restante.

Une sortie de l'Euro ?

Syriza affirme rejeter les politiques d'austérité, tout en souhaitant que la Grèce reste membre de la zone euro. Cette position correspond aux attentes des grecs, qui dans un récent sondage affirmaient désirer à 78% d'un gouvernement qu'il fasse tout son possible pour rester dans la zone euro.

La contradiction est pourtant de taille, et il est très probable qu'un gouvernement grec rejetant le mémorandum se trouverait de fait en situation d'exclusion de la zone Euro. Pour Jens Weidmann, président de la Bundesbank : « il n'y a plus de raison de la [Grèce] soutenir financièrement » (Le Figaro, 14 mai 2012). Traduction : « si vous refusez d'appliquer les mesures d'austérité, on coupe les finances ».

La PIB de la Grèce représente 2% de celui de l'Union Européenne. Même les 140 milliards d'euros de dette publique représentent peu vis à vis des 800 milliards d'euros cumulés des Etats de l'UE.

Mais un défaut sur sa dette de l'Etat grec aurait des conséquences symboliques très importantes. Ce serait un signal fort aux travailleurs espagnols,

portugais qui subissent également une cure d'austérité drastique. Même si Syriza appliquait sa politique en se limitant à une renégociation « radicale » des conditions du renflouement du pays, il est probable qu'il ferait face à une opposition résolue de l'Union Européenne et des capitalistes grecs, ce qui conduirait probablement la Grèce à être exclue de l'Eurozone.

Syriza ne fait rien pour préparer ses militants et les travailleurs grecs à faire face à une confrontation avec la Troïka et la classe dirigeante grecque.

Angela Merkel et le président de la Commission Européenne Jose Manuel Barroso ont pourtant ouvertement prévenu que si la Grèce ne respectait pas les engagements pris par les précédents gouvernements, le pays devrait quitter l'euro.

La menace de l'extrême-droite

Le parti néonazi Aube Dorée a également remporté un certain succès lors des dernières élections, et est entré au Parlement pour la première fois. Mais nombreux sont ceux qui ont voté pour ce parti afin de « punir les politiciens » et qui peuvent maintenant voir l'étendue du caractère anti-ouvrier de ce parti d'extrême-droite. Aube Dorée s'effondre maintenant dans les sondages, sous les 3% selon certains, ce qui signifierait que ce parti n'obtiendrait aucun élu aux nouvelles élections.

Cette menace n'est cependant pas à prendre à la légère. Depuis qu'Aube Dorée a remporté des sièges au Parlement, ses partisans ont attaqué physiquement plusieurs immigrés. Bien que restant à l'étape actuelle une petite organisation, cette extrême droite pourrait à l'avenir servir de point d'appui à un régime autoritaire pour écraser le mouvement ouvrier et les organisations démocratiques.

D'où l'urgence de créer des comités antifascistes locaux, afin de préparer l'auto-défense de la population.

Vers une rupture avec l'austérité ?

Plus que jamais, il ne sera pas possible de rompre avec l'austérité en Grèce sans rompre avec les politiques et les traités de l'Union Européenne. Une sortie de la Grèce de la zone euro, pour éviter de faire payer la crise aux travailleurs grecs, devrait s'accompagner de mesures radicales : la saisie des banques et compagnies d'assurance, l'indexation des salaires et des pensions sur la hausse des prix, l'annulation et la restructuration de la dette.

La meilleure solidarité envers le peuple grec, c'est d'imiter leur exemple dans tous les pays en développant et en coordonnant les résistances contre les politiques inhumaines d'austérité et de destruction. C'est exactement ce que craint le capital responsable de la crise : la contagion des luttes !

Aux origines de la crise grecque

Pour accéder à la zone euro, la bourgeoisie grecque a dû procéder à un assainissement de ses finances, c'est à dire à une discipline budgétaire. Mais cette « discipline » s'est ensuite relâchée, en partie grâce aux mécanismes d'endettement massifs sur les marchés internationaux, et aux subventions de l'UE (3,6% du PIB en 2004 avec l'organisation des Jeux Olympiques d'Athènes!). Ces subventions furent l'occasion d'une montée de la corruption. Il est estimé que l'évasion fiscale représente quelque 20 milliards d'euros de manque à gagner pour l'État, près de 40% du déficit budgétaire. Cette opacité a été l'occasion d'enrichissements importants, comme pour la banque Goldman-Sachs qui est mouillée jusqu'au coup dans des affaires de prêts non solvables en Grèce.

Avec ce contexte favorable, la bourgeoisie grecque en a profité pour retarder le moment où elle devrait affronter ses travailleurs pour appliquer l'austérité. Tout cela en se servant largement dans la caisse. Avec l'explosion de la crise, puis la disparition des aides de l'UE, cela a mené au désastre. D'où le plan d'« assainissement » meurtrier élaboré par l'ancien premier ministre Papandréou. L'objectif affiché était que le déficit budgétaire passe de 14% à 4% du PIB entre 2010 et 2011, une réduction de 10 points de PIB en un an ! Un véritable plan de guerre sociale...

Seul petit problème : supprimer des postes dans le public, c'est condamner des milliers de gens de plus à la misère pure et simple - rappelons qu'en Grèce, la jeunesse se dénomme « la génération des 700 € », en référence au revenu moyen d'un jeune. Dans ce contexte, le plan de Papandréou aboutit à réduire encore plus la consommation et donc faire plonger le pays encore plus bas... Au final, l'intégration du pays à la zone euro aura conduit à faciliter plus encore la pénétration des productions étrangères, principalement allemandes, et à désindustrialiser un peu plus le pays.

Et en Espagne

La situation espagnole a des racines assez proches de celle qui prévaut en Grèce. Avec l'entrée dans l'euro, les banques ont distribué massivement les crédits, ce qui a permis de stimuler la consommation intérieure, mais aussi que se constitue une bulle immobilière phénoménale. En 2007, 800.000 logements avaient été construits, plus qu'en France, en Allemagne et en Italie réunis ! La base de tout ceci, c'était des anticipations de plus-value totalement irréalistes. En résumé, l'Espagne vivait à crédit et lorsqu'il est devenu évident que les estimations de rentabilité des investissements immobiliers étaient irréalistes, dans la foulée de la crise des subprimes, l'ensemble de l'édifice s'est effondré. Le pays doit désormais faire face à un taux de chômage réel de 20%, à l'effondrement de ses comptes publics, etc. Dans ce contexte, le gouvernement Zapatero a annoncé un premier plan de rigueur avec les méthodes habituelles (blocage du salaires des fonctionnaires, hausse de la pression fiscale...).

Mais en fait personne ne croit à l'efficacité de ces mesures, le mal est bien plus profond. Pour l'économiste P. Artus, interviewé par Le Monde : « Personne n'a encore dit que réduire les dépenses publiques de 1 point de PIB ne réduit pas le déficit public de 1 point de PIB. Il faut prendre en compte l'effet négatif sur la croissance. (...) Dès lors, l'Espagne, en diminuant ses dépenses de 1 point de PIB, peut espérer diminuer son déficit de seulement 0,5 point de PIB. Sans autre facteur de soutien de l'économie, elle atteindra difficilement son objectif de ramener son déficit à 5% du PIB l'an prochain. Il devrait se situer autour de 8% ». Selon des économistes interviewés par le même journal, l'objectif serait en fait d'en finir avec le caractère parasitaire dominant de l'économie espagnole : « La crise espagnole est du type de celle qui a frappé l'Argentine : l'économie a perdu sa compétitivité sans que les changements structurels nécessaires aient accompagné l'entrée dans l'euro. »

Conclusion de l'affaire : la bourgeoisie espagnole est bien trop faible pour parvenir à venir à bout de son endettement et relancer ses profits. Sa seule solution est de faire payer sur la durée la crise aux travailleurs espagnols. Et si rien de fondamental ne change, l'avenir des travailleurs s'annonce bien sombre...

Manifestation en Grèce le 1er mai 2012



Notre Europe, celle des travailleurs et des peuples !

Tout d'abord, il faut comprendre ce en quoi consiste l'Union Européenne. Depuis ses débuts, du traité de Rome en 1957 à celui de Maastricht en 1992, la « construction européenne » a servi de cadre juridique et économique aux intérêts du grand patronat.

Pour les grands patrons, il s'agit à la fois de faire face à la concurrence économique (en Chine, en Asie du Sud-Est, mais aussi des Etats-Unis, du Japon...), et dans le même temps de liquider les acquis sociaux des travailleurs européens. Partout en Europe, les gouvernements multiplient les cadeaux au patronat, cassent la Sécurité Sociale, les retraites, l'école publique, les services publics... sous prétexte de limiter les déficits publics, de rembourser la dette.

Aux origines de l'Europe, la CEE

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'impérialisme américain a impulsé la reconstruction des économies en ruine, dans sa zone d'influence qu'est l'Europe. Cela s'est concrétisé par la création de la Communauté Économique Européenne (CEE), l'ancêtre de l'actuelle Union Européenne. L'objectif était à la fois de permettre aux bourgeoisies européennes de faire face à la vague révolutionnaire qui les menaçait, et d'exercer une pression maximale sur l'URSS et la partie de l'Europe qu'elle contrôlait.

Cette reconstruction a été impulsée avec le plan Marshall, en parallèle d'une coordination économique entre les États et d'une participation à l'OTAN. Dès le départ, la CEE s'inscrivait dans le cadre de la guerre froide, de la course aux armements. Il s'agissait d'un vaste espace sans barrières douanières internes, pour écouler des marchandises et réaliser des investissements. Depuis sa création, la CEE s'est ensuite considérablement développée.

Une collaboration contre les travailleurs d'Europe...

Dans le cadre de l'Union Européenne, les bourgeoisies nationales se sont appuyées les unes sur les autres pour faire passer des mesures réactionnaires de façon coordonnée. Ainsi, l'UE a exigé que soit menées des politiques de « déréglementation », de privatisations, de réduction des déficits budgétaires... Pour chaque bourgeoisie, l'objectif est d'aligner les conditions d'exploitation de la force de travail sur les pires conditions existant dans l'Union Européenne. D'où la précarité, la flexibilité des horaires...

Le 26 mars 1995 entré en vigueur la convention de Schengen, qui permet de supprimer les contrôles aux frontières communes aux pays membres de « l'espace Schengen », tout en renforçant la lutte contre l'immigration et les contrôles policiers dans la zone élargie autour des frontières. Un autre domaine de la coopération entre les

impérialismes européens : la répression policière, la lutte contre les travailleurs immigrés...

... Et de fortes contradictions internes

Dans le même temps que se développait la coopération économique et politique, les contradictions internes entre les capitalismes nationaux ne faisaient qu'augmenter. Et la levée progressive des frontières pour permettre la libre circulation des marchandises n'a fait qu'accroître et aiguïser cette concurrence.

Il n'y a pas eu de création d'un « capitalisme européen » transnational. L'exemple de l'automobile le démontre, il n'y a pas d'industrie automobile européenne, mais des industries nationales (Renault, Fiat, Volkswagen...) qui se lancent à l'assaut du marché européen et mondial. Chacun des grands groupes s'appuie sur son État respectif pour faire valoir autant que possible ses intérêts au sein de l'UE, quitte à construire dans d'autres pays des usines de montage ou même de production dépendantes des maisons mères.

Les unes après les autres, les puissances économiques les plus faibles d'Europe sont ainsi contraintes de se rallier à l'UE, pour survivre à la mise en concurrence. C'est leur dépendance économique qui ne leur permet pas d'autre voie. Mais elles ne rentrent dans l'Union Européenne que pour être mieux dominées par les puissances économiques dominantes du continent, l'Allemagne et la France.

Perte progressive d'influence de l'Europe

Avec l'apparition de la crise des Subprimes en 2007 et ses suites, le processus de construction de l'Union Européenne est entré en crise profonde. La crise a joué un rôle de révélateur des contradictions internes de l'UE.

Comme élément de comparaison, si les États-Unis possèdent un territoire

unifié, une politique monétaire et un budget national, il n'en est rien de l'UE. L'Union Européenne a une politique monétaire avec l'Euro et la Banque Centrale Européenne, mais n'a pas qu'un budget européen infime, moins de 1% du PIB annuel de l'UE.

En clair, l'UE n'est pas, même sous une forme embryonnaire, une Europe Unie. Elle est un grand marché permettant la libre circulation et de libre échange pour les capitaux, et de mise en concurrence entre eux des travailleurs. Les bourgeoisies nationales se contentent de s'épauler mutuellement contre leurs classes ouvrières respectives. L'unification de l'Europe n'existe pas, elle reste suspendue à mi chemin entre une vague confédération d'États souverains, et une fédération européenne réellement étatique, avec une monnaie et une banque centrale commune, une police et une armée commune, une politique industrielle commune, un gouvernement commun.

Les institutions Européennes ont ainsi un caractère hybride. Ce sont des institutions semi-étatiques, mais le pouvoir réel reste entre les mains du Conseil des Ministres, c'est à dire les gouvernements associés. Il y a peu de véritables abandons de souveraineté.

Les bourgeoisies nationales sont actuellement incapables d'unifier



l'Europe, car cela reviendrait à remettre en cause leurs intérêts propres. Et en particulier ceux des puissances dominantes, l'Allemagne et la France. Tout se traite en fonction des rapports de forces entre impérialismes.

Dans le contexte de la crise internationale, et de la concurrence de plus en plus forte entre les puissances capitalistes, l'UE en ressort ainsi fragilisée et en perte d'influence.

Notre solution, l'Europe des travailleurs et des peuples !

L'Union Européenne mène actuellement une véritable guerre économique contre les peuples d'Europe pour imposer l'austérité. Le résultat, c'est le chômage de masse, l'appauvrissement généralisé, la ruine des services publics. Cette guerre est menée au nom du désendettement des États. Mais ce qu'on oublie de dire, c'est d'où vient cette dette. Elle est le produit du tournant néo-libéral des années 1980, réalisé au profit des capitalistes. Et l'accélération de

l'endettement depuis 2008 provient largement des politiques de sauvetage de la finance menées par Sarkozy et Merkel.

Cette dette n'est pas légitime. La crise, la dette sont le produit des politiques capitalistes. À eux de payer !

Dans tous les pays, nous sommes confrontés aux mêmes ennemis. Ce sont les spéculateurs, les grands patrons, qui ne vivent que du travail et de l'exploitation des salariés. C'est pour cela qu'il faut nous unir par delà les frontières et mener un combat commun. Cela pose la question d'une ébauche de convergence des luttes à l'échelle européenne, mais aussi d'un combat commun contre les politiques libérales de l'UE. Dans l'immédiat, cela passe par construction d'une campagne de masse contre le nouveau pacte budgétaire Européen.

Il n'est pas possible démocratiser l'Union Européenne telle qu'elle est, c'est à dire une Europe des capitalistes et de la finance. C'est sur les décombres de cette UE que l'on pourra reconstruire une Europe des travailleurs et des peuples, en rupture avec le capitalisme, pour aller vers les États-Unis Socialistes d'Europe.

C'est dans cette perspective que le NPA défend la saisie des grands établissements bancaires européens, l'annulation des dettes publiques ; le démantèlement des institutions antidémocratiques de l'UE et la rupture avec ses traités.



Dans l'éducation, c'est le changement... dans la continuité !

Sarkozy, le président des riches, vient d'être battu. François Hollande, qui a fait campagne en souhaitant placer la jeunesse au cœur du débat, a beaucoup à faire pour remettre sur pied le système éducatif qui a souffert d'une décennie de droite ultra libérale. Sarkozy a accéléré la casse de l'École publique depuis 2007 avec Xavier Darcos et Luc Chatel au ministère de l'Éducation nationale. Chirac s'était déjà largement inscrit, lui aussi, dans cette démarche dès 2002. La portée des propositions du nouveau président socialiste sont-elles à la hauteur après dix ans de casse du service public menée par la droite ?

Chirac et Sarkozy au pouvoir pendant dix ans...

... ce sont tout d'abord des restrictions qui rendent de plus en plus difficiles et précaires les conditions des personnels du système éducatif...

Entre 2000 et 2011, 154 700 postes d'enseignants ont été supprimés. La première raison, c'est le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux. 80 000 postes ont été supprimés depuis 2007, dont 14 000 en 2012 (5700 dans le premier degré, 6550 dans le secondaire). Ces suppressions sont également la conséquence d'un mouvement d'externalisation qui consiste à employer davantage d'enseignants contractuels et vacataires, ce qui contribue à leur précarisation : la vacation ne peut pas excéder deux cents heures, seules les heures de cours sont comptées et pas celles de préparation. Ils ne bénéficient ni de l'assurance chômage, ni de congés payés, car la somme versée est forfaitaire.

Les réductions du nombre de postes d'enseignants ont des conséquences directes : l'augmentation du nombre d'élèves par classe, la fermeture d'options, la diminution des cours à effectifs réduits ou en demi-groupe, la raréfaction des postes de remplaçants au collège et au lycée. Elles ont aussi des incidences à l'école maternelle : en 2000, 34,5% des enfants de moins de trois ans étaient scolarisés ; ils ne sont plus que 13% en 2011.

Ces suppressions de postes sont à mettre en parallèle avec une augmentation significative du nombre d'élèves à la rentrée prochaine, liée au « boom » démographique des années 2000 : 6000 élèves de plus dans les écoles primaires, 21 200 dans les collèges, 6 600 dans les lycées généraux et technologiques.

... mais c'est surtout une école qui renforce les inégalités

Au mois d'avril dernier, le rapport de la Cour des Comptes a permis de chiffrer le bilan éducatif de Sarkozy. Pendant cinq ans, il a donné plus à ceux qui avaient déjà plus, et moins à ceux qui cumulaient tous les risques de réussir moins bien.

Seules 5% des suppressions d'emplois (pas uniquement des postes d'enseignants) ont affecté l'enseignement privé sous contrat entre 2004 et 2009. Ce dernier scolarise 20% des élèves, socialement plus favorisés d'une manière générale. Une fois de plus, la droite a protégé l'école des plus riches, tandis qu'elle s'est attachée à démanteler celle des plus pauvres.

En 2010, l'État a dépensé 40% de plus pour un lycéen parisien que pour un élève de banlieue. Vingt postes ont été créés dans l'Académie de Paris pour 1000 nouveaux élèves, alors que

pour les 3836 nouveaux élèves de l'Académie de Créteil, 426 postes ont été supprimés. Enfin, si la moyenne nationale de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans est de 13% en 2011, elle cache de profondes inégalités : ce taux est en effet de 49% en Lozère contre 0,9% seulement en Seine-Saint-Denis.

Dans l'enseignement supérieur, la politique ultra libérale de Sarkozy est également à l'origine de la réforme d'autonomie des universités (loi LRU). Chaque université se retrouve depuis face à ses propres difficultés. C'est le cas par exemple pour celles de Bretagne Sud, Bordeaux III, Limoges, Nantes... Qui sont en déficit budgétaire et ont été placées sous tutelle du gouvernement. Elles se voient dans l'obligation de mettre en place de véritables plans d'austérité, en gelant les dépenses, en supprimant des postes, ou en annonçant aux personnels qu'elles ne pourront pas verser les salaires.

Sarkozy s'enorgueillit d'avoir amélioré le quotidien des étudiant-e-s en créant un dixième mois de bourses, mais le montant maximum qu'un étudiant puisse obtenir annuellement demeure à 4600 euros (soit l'équivalent de 383,33 euros/mois...).

Hollande et son programme : l'austérité encore et encore !

Dès sa prise de pouvoir, Hollande a commencé par rendre un hommage appuyé à Jules Ferry, homme politique français, chantre de la colonisation, raciste invétéré et adversaire résolu de la Commune en 1871. Hollande a dû nuancer son hommage devant la polémique naissante, en déclarant qu'il rendait hommage uniquement à l'homme qui a rendu l'école obligatoire en 1882. Ce qu'il omet de dire, c'est qu'à l'époque Ferry déclarait : « il est à craindre que d'autres écoles

se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes (...) inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871 » avec sa loi, il espérait « clore l'ère des révolutions ».

On est loin d'une conception de l'école émancipatrice pour toutes et tous, favorisant l'égalité et non la reproduction sociale. Cet hommage symbolique est révélateur du programme du nouveau gouvernement. Hollande peut se vanter de vouloir créer 60 000 postes dans l'Éducation, il s'agit en fait d'une mesurette : la droite a supprimé 154 000 postes de profs en dix ans, une véritable saignée, que Hollande entérine implicitement.

Pire ! Rien est prévu pour la carte scolaire que Sarkozy avait supprimée dans sa plus grande partie, accentuant les inégalités entre les bahuts. Hollande n'a pas non plus prévu de revoir la réforme du lycée, qui avait mis des milliers de lycéens dans la rue en décembre 2008. Et s'il a exprimé son souhait à demi-mot de rétablir l'enseignement de l'histoire en terminale S, il n'en est rien dans les autres filières, comme les séries technologiques.

Autre mesure phare du gouvernement Sarkozy, la suppression des allocations familiales pour les parents dont les enfants feraient preuve d'absentéisme répété. Alors que Hollande avait promis la suppression de cette loi pendant la campagne, Ayrault a déclaré qu'il s'agissait d'en évaluer l'efficacité, laissant penser qu'une abrogation pure et simple n'était plus à l'ordre du jour.

L'ARITHMÉTIQUE POUR LES NULS



Alors que des milliers d'étudiants québécois se battent actuellement contre un processus de privatisation des universités qui touche tous les continents, et qui avait mis en 2007 et 2009 des milliers d'étudiants dans la rue en France, le nouveau gouvernement ne trouve rien à redire à la loi LRU.

On ne sait toujours pas comment sera financé le dixième mois de bourse. Comme l'année dernière, il risque d'y avoir des retards importants dans les versements pour des milliers d'étudiants qui vivent déjà une situation difficile.

Si le changement a bien lieu au sommet de l'appareil d'État avec la nomination de Vincent Peillon à l'Éducation nationale et de Geneviève Fioraso à l'Enseignement supérieur, pour la majorité de la population, ce sont toujours des politiques d'austérité, de casse du service public et de mépris social auxquelles il faut s'attendre. Quand Claude Allègre, ministre PS de l'Éducation déclarait en 1997 qu'il fallait « dégraisser le mammoth de l'Éducation nationale », on peut à juste titre se demander si Hollande n'en pense pas moins.

Martin (Comité jeunes Rouen) et Pierre-Louis (Comité jeunes Caen)

Vidéos du Mexique

Le 12 mai, les étudiants de l'université Ibéro-américaine de Mexico ont « accueilli » en manif Enrique Peña Nieto (EPN), gouverneur de l'État de Mexico et candidat à l'élection présidentielle du 1er juillet pour le Parti révolutionnaire institutionnel. Ce parti a dirigé le Mexique pendant soixante-dix ans, jusqu'en 2000. « EPN » est connu pour avoir réprimé les mobilisations paysannes en 2006, mais aussi pour être particulièrement sexiste et homophobe, pour être un politicien corrompu... Des manifestations anti-EPN s'enchaînent dans le pays.

<http://www.youtube.com/watch?v=MdE6aaloSN4&feature=related>

<http://www.youtube.com/watch?v=A1tqDv-w9dU>

<http://www.youtube.com/watch?v=rV7DnjE18zo>

Menottes d'or

La palme de l'emprisonnement des étudiants revient à... La Turquie ! Depuis 2010, plus de sept mille étudiant-e-s ont fait l'objet d'enquêtes, 4600 ont été éloignés de leur université. Plus de six cents sont actuellement emprisonné-e-s pour des raisons politiques, au nom de la « lutte anti-terroriste ». Près de quatre-vingts ont été arrêtés rien qu'en avril, dont cinquante en une journée, lors de la visite du président Abdullah Gul dans une fac.

Au Kurdistan, vingt-quatre ont été condamnés à 270 ans de prison !

Gauche, droite, gauche, droite !

Depuis fin avril, le village de Saint-Rémy-en-l'Eau (Oise) accueille des jeunes de quinze ans « en difficulté », originaires du 93 et du 95, pour des stages d'une semaine sous encadrement d'officiers de réserve de l'armée française.

Ils n'ont pas été condamnés, mais recrutés sur la base du « volontariat ».

Au programme : travaux d'intérêt général non rémunérés, embrigadement et hébergement dans des locaux sans chauffage ni lit !

Une mesure mise en place en plein pendant l'entre-deux tours, mais que ce soit la droite ou la gauche, on peut toujours faire marcher les jeunes !

Second round au Chili

De mai à novembre 2011, un mouvement étudiant sans précédent depuis la fin de la dictature de Pinochet a agité le Chili. Les jeunes réclament une réforme de l'Éducation, avec des financements publics, un système de bourse, l'arrêt de la priorisation du privé... Fin 2011, le gouvernement avait concédé une hausse de 10% du budget 2012, des « aides à l'endettement étudiant » et un début de réforme sur la gestion des établissements. La Confédération des

étudiants du Chili (Confech) avait alors prévenu : la mobilisation serait de retour en 2012. Le 25 avril, 80 000 personnes manifestaient à Santiago et des dizaines de milliers faisaient de même dans tout le pays.

Mondialisation des luttes

Le 26 mars, plusieurs centaines d'étudiants et d'enseignants se sont mobilisées à Taipei, capitale de Taïwan, contre la hausse des frais d'inscription. Ils demandent, au contraire, que ceux-ci soient baissés afin que chaque jeune puisse accéder à l'université. Les revendications concernent aussi l'autonomie des universités, qui pourraient elles-mêmes fixer leurs frais et l'augmentation des taxes sur l'industrie pour financer les services publics.

VIVE LA GRÈVE ÉTUDIANTE AU QUÉBEC!

Alors que la grève étudiante vient des fêter ses 100 jours avec une autre manifestation monstre de 200 000 personnes à Montréal, le gouvernement du Québec tente une nouvelle fois de casser ce mouvement de contestation historique.

Les libéraux de Jean Charest qui sont au pouvoir dans la province ainsi que la Coalition de l'Avenir du Québec (centre droite) ont voté le 17 mai dernier la loi 78; une loi spéciale voulant suspendre les sessions des étudiant-e-s en grève jusqu'à un retour forcé en classe prévu en août. Cette loi matraque interdit les piquets et autres actions pro-grève dans les universités et à moins de 50 mètres de celles-ci. Aussi, elle oblige les organisateurs de manifestations à informer la police de l'itinéraire et des moyens de transports utilisés pour toute manifestation de plus de 50 personnes. Par ailleurs, ceux et celles qui ne respectent pas cette loi risquent une amende de 1000 à 5000 dollars, de 7000 à 35000 pour les organisateurs et entre 25000 et 125000 par jour pour les associations étudiantes.

Comme la marginalisation du mouvement par la droite, les injonctions contre la grève, la répression policière et les fausses offres du gouvernement, cette nouvelle tentative de mater la lutte étudiante ne semble pas porter beaucoup de fruits. Plusieurs étudiant-e-s semblent déterminé à reconduire la grève lorsque les cours reprendront à la fin de l'été et, d'ici là, les manifestations se succèdent soirs après soirs à Montréal, à Québec et ailleurs dans la province. Elles ont d'ailleurs récemment rejoint par de nombreux tintamarres de casseroles faits par des citoyens-ennes appuyant les étudiant-e-s. La CLASSE de même que Québec Solidaire (nouveau parti de gauche) ont également appelé à la désobéissance civile pacifique pour

que les militant-e-s face fit de la loi 78. Aussi, des actions sont à l'horaire pour perturber le Grand Prix de Formule 1 et la Conférence de Montréal (un sommet économique) qui se tiendront en juin dans la métropole et plusieurs vont valoir l'idée de faire une grève sociale générale pour amplifier le rapport de force.

Face à ce rapport de force qui ne faiblit guère, la gouvernement a été forcé d'accepter de faire de nouvelles discussions avec les quatre grandes associations étudiantes (la CLASSE, la FEUQ, la FECQ et la TACEQ). Ces dernières ont commencées le 29 mai dernier et déjà le premier ministre et ses ministres semblent dire qu'ils sont prêts à faire des reculs sur la hausse des frais de scolarité.



Cela ne fait que prouver que des alternatives à leurs politiques d'austérité existent et que les luttes de masse sont le moyen dont nous disposons pour faire respecter nos intérêts entant

que travailleurs-euses et étudiant-e-s. Cependant, l'establishment québécois n'abandonnera jamais totalement sa quête de profits et de pouvoir. Nous devons donc rester alerte et combatif pour éviter d'abandonner trop vite à la suite d'une offre à rabais de la part du gouvernement qui trouvera le moyen de compenser ses compromis ailleurs et toujours à nos dépens.

La hausse des frais de scolarité fait partie d'une vaste offensive menée par nos dirigeants politiques et économiques pour nous refiler les coûts de leur gestion orientée strictement vers la recherche de profits personnels. À Alternative Socialiste nous savons que cette lutte n'est pas unique ni isolée. Elle est imbriqué dans un combat plus large contre l'austérité en général et

Mais cette lutte ne doit pas seulement se contenter de répliquer aux attaques de l'establishment. Si protéger nos acquis est primordial, canaliser la colère populaire en une lutte politique contre la dictature des marchés qui génère tous ces problèmes l'est tout autant.

AS soutient la lutte contre la hausse des frais de scolarité et y participe en étant présent aux manifestations, en invitant nos membres et sympathisant-e-s à s'impliquer dans leurs associations étudiantes ou syndicats, etc.

Nos interventions s'articulent autour de 3 axes principaux faisant partie de notre analyse et pouvant aider le mouvement à franchir une nouvelle étape :

- Ne nous laissons pas intimider par ce gouvernement autoritaire! Aujourd'hui plus que jamais, il faut intensifier la lutte! Tous et toutes dans la rue pour continuer les manifestations et les occupations!

- Étudiant-e-s et travailleurs-euses, nous faisons partie d'une seule et même classe victime des politiques hypocrites et destructrices du PLQ. Allons dans nos associations étudiantes et syndicats et organisons une grève générale contre l'austérité!

- Arrêtons de supporter et même d'être conciliant avec le Parti libéral du Québec ainsi qu'avec la CAQ et le PQ qui n'ont pas su nous défendre et qui flirtent également avec les élites. Seul Québec solidaire a le potentiel de devenir le porte-voix de ce mouvement de contestation; Qu'on s'y implique et qu'on l'appuie!

Par Olivier Lachance

d'Alternative Socialiste

Jun 2012
www.npa2009.org
http://npa.jeunes.free.fr
contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

**L'Étincelle
anticapitaliste**

**Journal des jeunes du
NPA - De la révolte à la
révolution**

**Revue publiée par
le secteur jeunes
du Nouveau Parti
Anticapitaliste**

Directeur de publication : Jean
Baptiste Tondou

Impression : Rotographie -
Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission
paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.

CONTACTE-NOUS ET PARTICIPE AUX

**[29^e RENCONTRES DU 29 JUILLET au 5
INTERNATIONALES août 2012
DE JEUNES dans L'ÉTAT ESPAGNOL]**

Une semaine de DÉBATS ET DE FÊTES ENTRE JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES DU MONDE ENTIER

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Téléphone
STATUT : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL
CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // Rédaction : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

- Je VEUX m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (CHÈQUE à L'ORDRE DE ALEA)
- Je VEUX des INFORMATIONS SUR LES RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES (DU 29 JUILLET au 5 août dans L'ÉTAT ESPAGNOL)
- Je DÉSIRES PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA

ABONNEZ-VOUS !
à Tout est à nous !

Retrait du projet sur les retraites
C'est MAINTENANT
et c'est POSSIBLE!

Retraite anticipée pour
Sarkozy et Woerth!

**CASSEROLE
D'HONNEUR**

QUELLE
CASSEROLE ?